



# ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS



6° année / N° 296

du 15 au 21 novembre 1988

## POLITIQUE

CNR : Le GAM et les réfugiés participeront au dialogue national  
Les violations des droits de l'homme sont préoccupantes  
CIDH : Le droit à la vie et à la liberté est en régression  
Un rapport d'expertise favorable au gouvernement  
Le Guatemala proteste devant le Parlement européen  
Le Guatemala ne reconnaît pas l'indépendance du Belize  
Le CACIF critique le budget 89  
Cerezo confirme ses déplacements à l'étranger  
Le sommet des présidents centraméricains est reporté

## ECONOMIE

Le Guatemala pourrait souffrir d'une modification des cours du café

## INSURRECTION

80 pertes infligées à l'armée

## MOUVEMENT POPULAIRE

Les syndicats dénoncent les violations de la légalité  
Manifestation des travailleurs du STINDE

## DROITS DE L'HOMME

Un membre du GAM enlevé  
Le GAM dénonce les menaces des patrouilles civiles  
21 actes de violence dans la semaine

## POLITIQUE

### CNR : LE GAM ET LES REFUGIES PARTICIPERONT AU DIALOGUE NATIONAL

Le président de la Commission nationale de réconciliation, Monseigneur Rodolfo Quezada Toruno a annoncé le 17 novembre que le Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus et les réfugiés guatémaltèques participeraient au déroulement du dialogue national.

La nouvelle a été connue quelques heures après que l'Unité d'action syndicale (UASP) ait menacé de ne pas participer au dialogue si la condition de légalité imposée par la CNR excluait un groupement affilié à cette organisation.

Selon la Conférence des religieux du Guatemala (CONFREGUA), tous les moyens doivent être employés pour que le dialogue soit ample et sans exclusions et que les secteurs populaires y soient représentés.

### LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SONT PREOCCUPANTES

La Cour suprême de justice, le Tribunal des droits de l'homme et l'Association des avocats ont émis le 16 novembre un communiqué commun dans lequel ils manifestent leur préoccupation devant les violations des droits de l'homme exercées par les forces de sécurité du gouvernement.

Les contrôles et interpellations sur la voie publique effectués par les agents du système de protection civile, sous la direction de l'armée sont considérés comme illégaux, puisque cette procédure ne se justifie qu'en cas d'acte délictueux. Le Centre de recherche et de promotion des droits de l'homme (CIEPRODH) considère que "les membres des forces de sécurité de l'Etat sont responsables de la violence dans le pays et des violations des droits de l'homme".

### CIDH : LE DROIT A LA VIE ET A LA LIBERTE EST EN REGRESSION

La Commission interaméricaine des droits de l'homme réunie le 15 novembre dans la capitale du Salvador a dénoncé "la régression des notions de droit à la vie et à la liberté au Guatemala".

Dans le cadre de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA), la CIDH a présenté un rapport dans lequel elle signale que les droits les plus bafoués sont ceux à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité personnelle.

A ce sujet, l'évêque de la ville de Gutemberg, Bertil Garther, a affirmé à Stockolm que "les violations des droits de l'homme au Guatemala sont pires que celles commises en Afrique du sud ; néanmoins, la communauté internationale croit en un développement démocratique".

### UN RAPPORT D'EXPERTISE FAVORABLE AU GOUVERNEMENT

Hector Gross Spiell, expert en droits de l'homme désigné pour le Guatemala, s'est engagé le 20 novembre devant le président Cerezo à ce que son rapport devant la Commission des droits de l'Organisation des Nations unies soit favorable au gouvernement de ce pays.

Au cours d'une entrevue avec le président dans le domaine de Santo Tomas, Gross Spiell a promis que son rapport aurait la même tonalité que l'année précédente afin que "personne ne puisse imputer au gouvernement du Guatemala la responsabilité d'une politique de violation des droits de l'homme".

### LE GUATEMALA PROTESTE DEVANT LE PARLEMENT EUROPEEN

Le 20 novembre, le ministre des Affaires étrangères Alfonso Cabrera Hidalgo a annoncé que le gouvernement protesterait devant le Parlement européen contre l'accusation de trafic d'enfants guatémaltèques en direction des Etats-Unis

et d'Israel. On soupçonne un trafic d'organes.

Un rapport à ce sujet sera présenté lors de la prochaine réunion de la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève ; le ministre regrette que le Parlement européen se penche sur des informations sans fondements. Ces déclarations ont provoqué des réactions au sein du Congrès de la république ; des députés signalent que des milliers d'enfants sont sortis illégalement du pays ces dernières années ; ils ne sont pas seulement utilisés dans les transplantations d'organes, mais aussi pour "fabriquer des crèmes de beauté pour les dames".

#### LE GUATEMALA NE RECONNAIT PAS L'INDEPENDANCE DU BELIZE

Le Guatemala ne reconnaîtra pas l'indépendance du Belize, bien que ce pays ait été admis comme membre de l'Organisation des Etats américains (OEA). Selon le journal mexicain Excelsior, le Guatemala pourrait reconnaître l'indépendance du Belize en échange de l'obtention d'une sortie sur la mer des Caraïbes et de l'usufruit de deux îles au large des côtes du Belize.

#### LE CACIF CRITIQUE LE BUDGET 89

Les membres du patronat regroupés dans le Comité des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) ont vivement critiqué le budget national de l'année : ce budget favorise les politiques fiscales expansionnistes et peut entraîner un déficit de plus de mille millions de quetzales (400 millions de dollars).

Le budget prévu est de 3648 quetzales (environ 500 millions de dollars), soit 24% de plus qu'en 1988.

#### CEREZO CONFIRME SES DEPLACEMENTS A L'ETRANGER

Le président Vinicio Cerezo a annoncé le 16 novembre qu'il assisterait à l'entrée en fonction de son homologue mexicain, Carlos Salinas de Gortari, le 1er décembre prochain.

Il se rendra ensuite à Miami (USA) où il assistera à la réunion de la Cuenca del Caribe ; il y présentera le plan économique du Guatemala et rencontrera des personnalités politiques nord-américaines et latino-américaines.

#### LE SOMMET DES PRESIDENTS CENTRAMERICAINS EST REPORTE

Les cinq ministres des Affaires étrangères centraméricains se rencontreront les 29 et 30 novembre prochain à Mexico en vue de préparer le prochain sommet des présidents centraméricains, a-t-on appris le 16 novembre dans le journal mexicain La Jornada.

Le sommet présidentiel aura lieu début 1989 dans la capitale du Salvador.

#### ECONOMIE

#### LE GUATEMALA POURRAIT SOUFFRIR D'UNE MODIFICATION DES COURS DU CAFE

Selon une étude de la Banque mondiale divulguée le 17 novembre, l'économie guatémaltèque pourrait être affectée par le non renouvellement de la Convention internationale sur le café qui arrive à échéance en septembre 1989. En effet, une rupture des cours du café entraînerait une baisse des prix de 35% et le cours actuel ne serait rattrapé qu'en l'an 2000.

Cette analyse a été présentée au cours de la II semaine internationale du café (SINTERCAFE) au Costa Rica.

## INSURRECTION

### 80 PERTES INFLIGÉES A L'ARMÉE

Le 21 novembre l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a déclaré avoir infligé 80 pertes à l'armée entre les 8 et 16 novembre dans les départements du Chimaltenango, de Solola, du Quiché et du Peten. 66 de ces pertes ont été occasionnées aux alentours du volcan Acatenango, dans le Chimaltenango, 8 à Solola, 4 dans le Peten et 2 dans le Quiché.

## MOUVEMENT POPULAIRE

### LES SYNDICATS DENONCENT LES VIOLATIONS DE LA LEGALITE

Des organisations syndicales, paysannes et étudiantes ont dénoncé le 17 novembre les violations systématiques de la légalité accomplies par des entrepreneurs et des fonctionnaires qui "profitent de l'ambiguïté de la loi pour s'enrichir". Ils citent en exemple la fermeture illégale de l'usine Victor, alors que le cas a été porté devant les tribunaux et l'arrêt de fonctionnement de l'usine textile Transcontinentales provoqué par le patronat pour ne pas assumer ses responsabilités.

Les syndicats demandent la réintégration des travailleurs licenciés de l'usine Acumuladores Victor et le paiement des salaires des travailleurs de l'usine Confecciones Transcontinentales.

### MANIFESTATION DES TRAVAILLEURS DU STINDE

500 membres du Syndicat national d'électrification ont manifesté le 17 novembre pour exiger une révision de la grille salariale. On a appris le même jour qu'un procès était ouvert contre le syndicat de l'INDE à la demande du ministère public pour "séquestration de 26 personnes" lors de l'occupation des locaux des mois précédents.

## DROITS DE L'HOMME

### UN MEMBRE DU GAM ENLEVE

Eleodoro Ordon Camey, membre du Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus, a été enlevé dans la capitale le 15 novembre par des individus non identifiés se déplaçant à bord d'un véhicule immatriculé P-189514, de couleur grise. Selon ses proches, Ordon Camey s'était rendu au début de ce mois à San Martin Jilotepeque, dans le département du Chimaltenango, où il avait été interrogé par des militaires l'accusant d'appartenir à la guérilla.

### LE GAM DENONCE LES MENACES DES PATROUILLES CIVILES

Nineth de Garcia, présidente du Groupe d'appui mutuel, a dénoncé le 14 novembre les menaces et hostilités exercées par les membres des patrouilles civiles à l'égard des paysans de la région nord-ouest du pays qui signalent l'existence de cimetières clandestins. Les paysans sont dénoncés comme communistes.

### 21 ACTES DE VIOLENCE DANS LA SEMAINE

Selon les informations de la presse connues au 21 novembre, 14 personnes sont mortes, 5 ont été blessées et 3 enlevées en différents points du pays, au cours de la semaine précédente.